

# Ont contribué à ce numéro



D.R.

**Nadine ALLEMAND** est directrice adjointe de Citepa depuis 2011. Après un parcours universitaire en sciences de l'eau et de l'atmosphère et un doctorat en chimie analytique, elle l'a rejoint en 1986. Elle partage son temps entre activités techniques et plus administratives ainsi que le développement des coopérations à l'étranger. Elle a une vaste expérience des problématiques de pollution et des politiques et mesures visant à réduire les émissions pour notamment améliorer la qualité de l'air et atténuer le changement climatique. Entre autres tâches, elle dirige le secrétariat technico-scientifique de la "Task Force on Techno-Economic Issues" (TFTEI) de la Convention Air (CLRTAP) de la Commission économique de l'Europe des Nations unies (CEE-NU) et participe à de nombreux travaux dans le cadre de cette Convention Air. Elle a été, par exemple, responsable d'une assistance technique pour le MTECT relative à une aide à la décision pour l'élaboration de la stratégie nationale de réduction des émissions de polluants atmosphériques (PREPA) en France. Elle a été chef de projet d'un jumelage entre la France et la Serbie pour la mise en œuvre du règlement européen relatif à un mécanisme pour la surveillance et la déclaration des émissions de gaz à effet de serre (MMR) et impliquée dans des projets relatifs à la lutte contre la pollution atmosphérique en Serbie, en Turquie, en Tunisie et en Afrique francophone.

Sur proposition du ministre chargé de l'Aviation civile, Nadine Allemand a été désignée membre du collège de l'Autorité de contrôle des nuisances aéroportuaires (ACNUSA) en 2018 en tant que personnalité compétente en matière d'émissions atmosphériques de l'aviation. Elle est membre du Conseil National de l'Air.



D.R.

**Guillaume BAILLY** est chef du bureau du sol et du sous-sol à la direction générale de la Prévention des risques du ministère de la Transition écologique et de la Cohésion des territoires. Il a intégré le Corps des mines en 2021. Il était auparavant chef de l'unité départementale de Seine-et-Marne de la direction régionale et interdépartementale de l'Environnement et de l'Énergie (DRIEE). Il est diplômé de l'École des mines d'Alès.

**Pierre BOIS**, ingénieur général des mines (X99, IM 2004), est directeur général adjoint de l'Autorité de sûreté nucléaire (ASN), en charge des domaines de la radioprotection des personnes et de la sûreté des



D.R.

installations du cycle du combustible, de recherche, de gestion des déchets, ou en démantèlement, et des transports. Il a occupé précédemment les postes de chef du service régional de l'environnement industriel à la direction régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement (DRIRE) d'Alsace, directeur adjoint de l'École des mines d'Alès, et chef de la division de Strasbourg de l'ASN.

Il a par ailleurs suivi un parcours entrepreneurial dans le secteur de la chimie, durant une période de disponibilité, où il a participé à la reprise et à la relance de plusieurs sites industriels en difficulté.



D.R.

**Jacky BONNEMAINS** est co-fondateur de l'association de protection de l'Homme et de l'environnement Robin des Bois dont il a été le président de 1985 à 2017 et dont il est actuellement le directeur. Dès les années 1990, il s'est impliqué régulièrement et de manière constructive dans des groupes de travail et instances de concertation des ministères en charge de

l'Écologie sur les enjeux déchets, sites pollués, risques et biodiversité.

Depuis 2007, il est membre du Conseil supérieur de la prévention des risques technologiques. Il est également membre du Haut comité pour la transparence et l'information sur la sécurité nucléaire, administrateur au conseil d'administration de l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (ANSES) et du conseil d'administration du Comité français d'accréditation (COFRAC).

En plus des rapports et publications de Robin des Bois et d'articles dans des revues spécialisées, il a écrit et co-écrit « L'empereur de l'Antarctique » publié aux éditions Berger-Levrault en 1985, « Le cargo de la honte, l'effroyable odyssee du Probo Koala » paru aux éditions Stock en 2010, « L'Atlas de la France toxique » paru aux éditions Arthaud en 2016 et « L'Atlas du business des espèces menacées » paru en 2019 aux éditions Arthaud.

Jacky Bonnemaïn a été promu Chevalier de l'Ordre national du Mérite en 2005, Chevalier de l'Ordre du Mérite maritime en 2011 et Chevalier de la Légion d'Honneur en 2014.

**Julien BOUDET** est ingénieur de l'industrie et des mines, diplômé de l'École nationale supérieure des mines de Douai en 2018. Il a débuté sa carrière au



D.R.

ministère de la Transition écologique et solidaire à la direction de l'Énergie et du Climat où il a contribué à la création du service de surveillance du marché des véhicules et des moteurs (SSMVM).

En 2021, il rejoint le service économique régional de l'ambassade de France à Pékin où il occupe le poste de conseiller adjoint au développement durable, énergie et transport.



D.R.

**Éric BOURDON** est diplômé en 1991 de l'École nationale supérieure des Arts et Métiers.

Il a débuté sa carrière professionnelle en 1992 au sein d'une société d'ingénierie cimentière allemande où il a occupé différentes fonctions, notamment au sein de la direction Technique & Gestion de projets internationaux.

Il rejoint ensuite le groupe Vicat à la direction Technique en septembre 2002. En 2005, il est nommé directeur des Performances et Investissements. Jusqu'en 2011, il a géré le doublement de capacité de production de ciment du groupe Vicat. En 2011, il prend en charge la direction Industrielle Ciment France et en 2014 il se voit confier en plus la responsabilité de la direction Scientifique du groupe en charge de la Recherche & Développement ainsi que la direction de la direction Qualité.

En mars 2015, Éric Bourdon est nommé directeur général en charge des activités ciment en France, Italie et Espagne. Il conserve la direction Scientifique ainsi que la direction des Performances et des Investissements.

Depuis juin 2018, il est nommé directeur général adjoint du groupe en charge de la direction Industrielle et de l'Innovation du groupe. Lui sont rattachés les Achats, l'Énergie, la direction Scientifique et la direction de la Performance et des Investissements.

Depuis janvier 2020, il crée et a la charge de la direction Stratégie Climat.



D.R.

**Jean-Pierre CHANG** est directeur adjoint de Citepa. Il assure notamment la coordination technique des inventaires d'émissions nationaux français, gaz à effet de serre (pour la convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques – CCNUCC) et les polluants atmosphériques (pour la Convention sur la pollution atmosphérique transfrontière

à longue distance – CPATLD et directives de l'Union européenne). Cela concerne les différents aspects suivants : développements méthodologiques : suivi et maintenance du système d'inventaire ; collecte

des données et leurs traitements ; établissement des rapports et formats de restitution des données pour les obligations internationales ; contrôle de la qualité et assurance de la qualité ; revues d'inventaire des émissions...

Jean-Pierre Chang possède une longue expérience des inventaires des émissions atmosphériques, ayant été l'un des architectes du projet européen Corinair (dans les années 1990) qui avait établi les bases des systèmes nationaux d'inventaire des émissions atmosphériques en Europe. Ce projet Corinair était le volet air du projet Corine (Coordination de l'information sur l'environnement) qui avait d'autres volets comme Corine Land Cover, Corine Biotope, etc.

Il est par ailleurs membre du réseau EIONET de l'Agence Européenne de l'Environnement ; il est le point de contact technique des inventaires d'émissions français pour les deux Conventions des Nations unies, CCNUCC et CPATLD ; il a contribué au guide de bonnes pratiques sur les inventaires du GIEC 2000 ; il a contribué à des audits internationaux d'inventaires, en particulier les revues de la CPATLD ; il est membre de l'Implementation Committee de la CPATLD pour le suivi des non-conformités des Parties au regard de leurs obligations et engagements.



D.R.

**Alexandre DAMIENS** est le conseiller énergie-climat-environnement de l'Ambassade de France aux États-Unis. Il exerce cette fonction depuis octobre 2020 au sein du pôle du ministère de la Transition écologique de l'Ambassade.

Avant cette position, il était inspecteur des installations industrielles à la direction régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL) des Hauts-de-France, exerçant des activités de spécialiste des appareils à pression au sein du pôle de compétence interrégional pour les Hauts-de-France, l'Île-de-France et les départements d'Outre-mer. Auparavant, il était inspecteur à l'Autorité de Sûreté Nucléaire à la direction du Transport et des Sources.

Avant d'intégrer les services de l'État, il a occupé les fonctions d'ingénieur études et procédés chez Veolia et Suez, ainsi que celles d'ingénieur efficacité énergétique pour la société Dalkia. Pendant ses années dans le secteur privé, il a participé, depuis Abou Dhabi, au suivi de l'ingénierie sur site du plus gros chantier de traitement d'eau municipale au Moyen-Orient des années 2000.

Par ailleurs, Alexandre Damiens intervient à l'Institut Mines-Télécom Nord Europe afin de dispenser des cours introductifs à l'ingénierie et sur les appareils à risques dans l'industrie.

Son cours d'introduction à l'ingénierie est publié chez Eyrolles, aux Éditions Ellipses.

Il est ingénieur généraliste, diplômé de l'École des Mines de Douai (2008) et ingénieur divisionnaire de l'Industrie et des Mines.

**Cécile KAIRO**, Docteur en Pharmacie spécialisée en évaluation des risques sanitaires, actuellement en charge d'un projet sur l'impact des sols pollués sur la santé des populations au sein de la direction Santé Environnement Travail de Santé publique France.

Après quelques années en bureau d'études dans le domaine des sites et sols pollués, elle a rejoint en 2004 l'InVS – Institut de Veille Sanitaire puis Santé publique France en 2016 (lors de la fusion de l'InVS avec l'INPES – Institut nationale de prévention et éducation pour la santé et de l'EPRUS - Établissement de Préparation et de Réponse à l'Urgence).



D.R.

**Domitille LEGRAND** est responsable du service économique régional de Bourgogne Franche-Comté, et conseillère économie et innovation auprès du préfet de région. Elle est ingénieure du corps des mines, et a travaillé dans diverses organisations, entreprises et *think tank* en Europe (Allemagne, Angleterre), en Asie du Sud-Est (Singapour) et

en Nouvelle-Calédonie, sur des thématiques énergétiques, numériques, industrielles, de ressources. Dans le cadre de ses études, elle a coécrit avec Jacques Bourgeaux un rapport à destination du ministère chargé de l'Économie en 2023 intitulé « Industries et territoires : comment réindustrialiser les territoires ? ».

**Thomas LEOPOLD**, Pharmacien spécialisé en Santé publique et risques environnementaux, est toxicologue et intervient en tant que consultant et formateur sur différentes réglementations des produits chimiques (REACH, cosmétiques et biocides notamment). En charge des thématiques scientifiques de santé-environnementale pour la fédération professionnelle France Chimie, il prend part à divers plans et stratégies nationales, assure l'interface avec les autorités compétentes. Il travaille également à l'implémentation des nouvelles dispositions réglementaires ou liées au progrès technique sur des sujets d'actualité tels que les perturbateurs endocriniens ou nanomatériaux.



D.R.

**Loïc MALGORN** est ingénieur hors classe de l'industrie et des mines. Il a d'abord exercé en temps qu'inspecteur des installations classées au service technique interdépartemental de l'inspection des installations classées de la préfecture de police de Paris. Il a ensuite rejoint la direction de la Prévention des pollutions et des

Risques au bureau des Risques technologiques des industries chimiques et pétrolières.

Il s'est ensuite occupé de sujets miniers à la direction générale de l'Aménagement du logement et de la nature avant de prendre le poste adjoint au chef de bureau des biotechnologies et de l'agriculture à la direction générale de la Prévention des risques. Il est depuis 2018 chef du bureau de la nomenclature des émissions industrielles et des pollutions des eaux à la DGPR. Il a activement participé à la révision de la directive IED.

**Victoire de MARGERIE** is Executive Chairman and Majority Shareholder of Rondol Industrie, a DeepTech Start Up that develops extrusion machinery for drug formulation and other high tech applications.

She is also a Board Director at Eurazeo (France, Private Equity), Ivanhoe Electric (USA, Mining) and Verkor (France, EV Batteries).

On a Non for Profit Basis, she is Founder & Co Chair of World Materials Forum, Board Director at Mines Paris Tech and Université de Lorraine and a member of the National Academy of Technologies of France.

Victoire de Margerie has spent 35 years in the Materials Industry in Canada, France, Germany, the United Kingdom and the United States, first as an Executive and since 2003 also as a Board Director. She was also a Professor in Strategy and Technology Management at Grenoble School of Management between 2003 and 2011.

She graduated from HEC Paris and Sciences Po Paris and holds a PhD from Université de Paris 2.

**Philippe MERLE** a intégré le corps des Mines à sa sortie de l'École Polytechnique en 1989.

Après un début de carrière dans l'administration, qui l'a conduit en région à contrôler des mines, le secteur de l'énergie et la sûreté nucléaire, il a passé quelques années à Paris à contribuer à la gestion du réseau des DRIRE, puis est parti dans le secteur privé.

Dans la sidérurgie, il s'est d'abord exercé à la gestion de production, avant de prendre la direction d'une petite usine de revêtement de tôles.

Revenu dans l'administration à la suite de restructurations, il a eu l'opportunité de prendre la direction de la DRIRE de Franche-Comté puis de mener la fusion conduisant à créer la DREAL. Il a ensuite dirigé la direction régionale des Entreprises, de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi (DIRECCTE) de Montpellier où une nouvelle fusion l'attendait, celle avec la région Midi-Pyrénées.

Après cette riche expérience de terrain, il a pris en 2016 la tête, en administration centrale, du service des risques technologiques à la direction générale de la Prévention des risques.

Le thème de ce numéro, à savoir les pollutions industrielles et la mise en œuvre en France de la directive IED, faisait donc partie de ses attributions, jusqu'à ce



qu'il rejoigne début 2022 le Conseil général de l'Économie dont il est membre permanent et où il est notamment chargé de coordonner les activités d'inspection.



D.R.

**Emmanuel NORMANT** est diplômé de l'École Polytechnique et de l'École nationale supérieure des Mines de Paris (Corps des Mines). Il a démarré sa carrière au sein du ministère en charge de l'Environnement, en exerçant diverses responsabilités en région, en administration centrale et au cabinet du ministre.

Il travaille depuis 2002 pour le groupe Saint-Gobain, principalement pour le secteur des Produits pour la Construction, d'abord au Brésil, puis en Chine entre 2005 et 2012, en France ces dernières années. Durant ses années en Asie, après avoir eu la charge du développement de l'activité canalisation en Chine, il a été nommé en 2009 délégué général de Saint-Gobain pour l'Asie-Pacifique et directeur général de région du pôle Produits pour la Construction sur le même périmètre. Entre 2012 et 2016, Emmanuel Normant a eu la charge de l'activité isolation sur son périmètre mondial. Il a été nommé en mai 2016 directeur du Développement durable du groupe Saint-Gobain.



D.R.

**Ilarion PAVEL** est ingénieur en chef des Mines et Docteur en physique. Il travaille au Conseil général de l'Économie et au laboratoire de physique de l'École normale supérieure, dans le domaine de la physique des particules élémentaires et des interactions fondamentales.

Il a été ingénieur de recherche chez Thomson-CSF et a effectué un séjour post-doctoral à Caltech.

Il a travaillé pendant 3 ans à la délégation régionale de la Recherche et de l'Innovation d'Île-de-France, dans le domaine de l'innovation et du transfert de technologies. Puis, il a été durant 5 ans en charge du Réseau national de recherche en télécommunications, au ministère chargé de la Recherche. Par la suite, au sein de ce même ministère, il a été conseiller scientifique en nanotechnologies.

**Jean-Luc PERRIN** est ingénieur en chef des ponts, des eaux et forêts. Il a commencé sa carrière à la délégation générale pour l'Armement travaillant sur des sujets d'optique aéronautique. Il a ensuite exercé des fonctions relatives à la synthèse des comptes des administrations de sécurité sociale à la direction de la Prévision à Bercy.

Il a poursuivi sa carrière à la direction générale de l'Énergie et des Matières premières, où il a suivi le débat public EPR, la programmation pluriannuelle des investissements de production électrique et le sujet

des électro-intensifs. Depuis 2008, il est chargé de la sous-direction des Risques chroniques et du pilotage de l'Inspection à la direction générale de la Prévention des risques



© Géraldine Aresteanu

**Philippe PRUDHON** est docteur en Chimie Physique (soutenance janvier 1986). Il a démarré sa carrière chez Rhône Poulenc en septembre 1985 au Centre de Recherche de Saint Fons sur l'analyse des polymères puis a rejoint le site de Salindres en 1988 pour développer les procédés de fabrication de catalyseurs pour le raffinage. Muté à PROLABO en

1991 à Briare le Canal, il optimise le centre de distribution et lors de la cession de l'activité à Merck, il occupe différentes fonctions dont la direction usine et la direction des opérations.

Il rejoint Isochem (chimie fine pharmaceutique) en 2001 comme directeur usine à Vert-le-Petit puis prend la direction industrielle des 8 sites. Il rejoint la fédération France Chimie en mai 2006 comme directeur des Affaires techniques qui couvre les sujets liés à la réglementation des sites industriels, la réglementation Produit et Énergie – Changement climatique.

Il assure plusieurs mandats dans les conseils d'administration de l'INRS, l'INERIS, l'ANSES, participe au CSPRT et au CNTE. Il est président du Comité environnement du Medef pendant plusieurs années. Il est retraité depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2024.

**Candice ROUDIER** est titulaire d'un Master de Santé publique. Après avoir travaillé plusieurs années sur des études nationales relatives à la surveillance du diabète ou la nutrition, elle rejoint, en 2010, la direction Santé Environnement de l'Institut de Veille Sanitaire (devenue direction Santé Environnement Travail de Santé publique France), pour travailler sur la mise en œuvre d'une surveillance sanitaire autour des installations nucléaires de base.

Elle co-pilote actuellement les réflexions menées par Santé publique France sur la faisabilité de réaliser une étude épidémiologique nationale autour des grands bassins industriels français.

**Christian SCHAIBLE** est en charge des activités industrielles au sein du Bureau Européen de l'Environnement (EEB), dans l'équipe « Zero pollution industrie ». Il est notamment impliqué dans la révision des Documents de Référence MTDs depuis environ 2010 et a été impliqué dans la codécision sur l'IED (entre 2008-2010). Un focus de l'équipe en 2024-2025 porte sur l'accélération de la décarbonisation de l'industrie intensive en énergie, notamment la production du ciment et de l'acier.

Il est né et a grandi dans le sud-ouest de l'Allemagne avant de suivre un parcours français d'études en



D.R.

droit des affaires internationales au Caire en Égypte (Université Paris Sorbonne I), avec spécialisation en droit de l'environnement (Université d'Oslo, Master 2 Université de Montpellier I et Master 2 Université de Limoges / CRIDEAU).

Il a été stagiaire dans l'Agence de protection de l'environnement allemand (UBA) et dans la Commission européenne pour promouvoir les énergies renouvelables avant de travailler pour 1 an pour le *lobby* de l'agro-diesel européen avant de rejoindre le EEB à Bruxelles, où il était également en charge de la politique chimique, notamment REACH. Il a également été coordinateur du Réseau risques et impact industriels au siège de France Nature Environnement (FNE) entre juillet 2012 et septembre 2013, notamment sur la transposition et l'application de la directive Seveso III en France.



D.R.

**Matthieu SCHULER** a rejoint l'Agence française de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses) en 2018, en tant que directeur de l'Évaluation des risques (DER), couvrant tous les types d'expertise en sécurité sanitaire du champ de l'agence (à l'exception des produits pour lesquels l'Anses a une mission de décision administrative : biocides, produits phytopharmaceutiques, médicaments vétérinaires). Ces évaluations de risques sont menées par un processus d'expertise collective confiés à des groupes d'experts externes à l'agence.

Depuis février 2021, il occupe le poste de directeur général délégué du pôle sciences pour l'expertise, incluant la DER, la direction des Alertes et Vigilances sanitaires, la direction du Financement de la recherche et de la veille, et la direction Sciences sociales, Expertise et Société.

Avant de rejoindre l'Anses, il a travaillé dans le domaine de l'action publique sur les risques nucléaires et radiologiques, aussi bien au sein de l'Autorité de sûreté nucléaire (ASN, 1996-2002) qu'au sein de l'Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire (IRSN, 2009-2018) et dans le domaine de l'enseignement supérieur et de la recherche en tant que directeur adjoint de l'École des Mines de Nantes (2002-2009), période pendant laquelle il était également directeur adjoint de la DRIRE des Pays de la Loire.

Son expérience professionnelle est articulée autour des deux majeures que sont la gouvernance – évaluation et gestion – des risques, ainsi que les politiques scientifiques en appui à différentes missions de service public.

Diplômé de l'École des Mines de Paris (1993), puis du Corps des Mines.

Diplômé de l'École des Mines de Paris (1993), puis du Corps des Mines.

**Sylvie SUTTER**, diplômée de l'École et Observatoire de Physique du Globe de Strasbourg, a débuté sa carrière en tant que géophysicienne dans l'exploration pétrolière, avant de réaliser un mastère en management de l'environnement à l'INSA de Lyon. Elle occupe ensuite différents postes de chargée de l'environnement sur des sites de raffinage et de chimie chez TotalEnergies, et ses missions s'étendent aux relations avec les autorités et les riverains.

Elle supervise aujourd'hui une équipe d'assistance opérationnelle qui réalise les études environnementales et sociétales pour les projets, qui couvre l'ensemble des activités de la compagnie, incluant les projets de développement d'énergies renouvelables et de captage de carbone.

Elle est présidente du comité Environnement de France Chimie depuis 2018.



D.R.

**Jacques VERNIER** est ingénieur général des mines. Il a été directeur de l'agence de l'eau Artois-Picardie, président de l'ADEME et de l'INERIS, et député (rapporteur de la loi Barnier et de la loi sur l'air). Il est actuellement président du conseil supérieur de la prévention des risques technologiques et président de la commission inter-filières de responsabilité

élargie des producteurs en matière de déchets (REP). Il est l'auteur de deux ouvrages dans la collection « Que sais-je ? », l'un sur « L'environnement », l'autre sur « Les énergies renouvelables ».